REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
Unité-Egalité-Paix

Cour d'Appel

Parquet Général

Le Procureur Général
De la République

N° /PG/D/2015

A

Son Excellence

Monsieur MOHAMED SIAD DOUALEH

Ambassadeur, Représentant Permanent

A Genève

S/C

Son Excellence Monsieur

MOHAMOUD ALI YOUSOUF

Ministre des Affaires

Etrangères et de la Coopération

Internationale

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, les réponses du Gouvernement Djiboutien aux interrogations du Rapporteur Spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; le Rapporteur Spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association et la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, contenues dans l'Appel Urgent Conjoint des Procédures Spéciales.

Selon cet Appel Urgent, certains membres de l'USN auraient fait l'objet d'arrestations et détentions arbitraires en raison de leur appartenance à l'USN, opposition politique par rapport au pouvoir en place.

Le rapport évoque en particulier le prétendu traitement illégale réservé à une affaire judiciaire qui aurait eu lieu le 18 Septembre 2015 dans la ville de Dikhil.

Il convient d'abord de replacer les faits dans leur contexte exact, loin de l'instrumentalisation à des fins politiciennes.

Dans la matinée du vendredi 18 Août 2015 vers 9h 30, jour férié, les gendarmes de la Brigade pédestre de Dikhil constataient un attroupement des plusieurs dizaines de personnes au centre de cette ville.

Les Gendarmes intimaient aux manifestations de se disperser car leurs agissements constituaient une manifestation illégale susceptible de constituer un trouble à l'ordre public.

Les participants à la manifestation refusaient d'obtempérer aux injonctions des agents de la force publique et exprimaient leurs intentions de continuer à marcher jusqu'à la route nationale (RN1).

Les manifestants commencèrent alors à lancer des projectiles sur les habitations et les lieux de commerce situés sur le long du parcours emprunté ; les gendarmes anticipèrent alors pour intervenir quelques instants plus tard au niveau de la préfecture pour disperser les manifestants.

Les gendarmes interpellèrent 22 personnes et les conduisirent à la brigade de Dikhil pour les placer en garde-à-vue pour les faits d'attroupement illégal et de trouble à l'ordre public.

La garde-à-vue de ces personnes avait d'ailleurs été décidée et ordonnée par l'autorité judiciaire compétente, en l'occurrence le Procureur de la République comme en témoigne le procès-verbal de prolongation signé par Madame la Substitut du Procureur de la République.

A cet égard, il convient d'insister que l'intervention rapide des forces de l'ordre obéissait à une nécessité urgente et profonde : celle d'éviter que les manifestants progressent pour bloquer la RN1.

En effet la RN1 est l'unique route qui relie le Port de Djibouti à l'Ethiopie via la ville de Dikhil et qui est quotidiennement empruntée par 1000 camions Ethiopiens (dans les 2 sens).

Il faut savoir aussi que l'unique débouché maritime de l'Ethiopie (pays de 90 millions d'habitants) est le port de Djibouti.

Ainsi bloquer la RN1, c'est prendre en otage l'Ethiopie, principale partenaire commercial de Djibouti et principal client du Port de Djibouti.

Après leurs auditions à la brigade de Dikhil, le Procureur Général de la République ordonnait aux officiers de police judiciaire de remettre en liberté les manifestations.

Néanmoins, le parquet de Djibouti, pour les besoins de l'enquête prolongeait la garde-à-vue de 6 personnes : Mr ABDOULKARIM DJAMA GUEDI, IBRAHIM HASSAN ABDI, SAID ALI MIGUIL, MAHAMOUD ROBLEH MIYIR, HAMZEH RAYEH HASSAN et de YAHYA ELMIS YONIS.

En effet, le Procureur de la République estimait que ces 6 personnes étaient les instigateurs de la manifestation illégale et des troubles à l'ordre public.

Le parquet justifiait ainsi sa décision en rappelant que déjà le 13 Juillet 2015, après une plainte du préfet de Dikhil pour dégradations volontaires des biens publics, ces mêmes personnes avaient été alors libérées.

Par ailleurs, il faut préciser que Mr IBRAHIM HASSAN ABDI n'est pas un député élu de l'USN mais figurait comme candidat sur la liste de ce mouvement pour les dernières élections législatives.

Présentée le 22 Septembre 2015 devant Madame la Procureure de la République, les 6 personnes gardées-à-vue n'ont pas fait état, devant ce magistrat, du moindre mauvais traitement de la part des gendarmes.

Quant à la présence de l'avocat durant la garde-à-vue, les procès-verbaux versés dans la procédure précise bien qu'aucun d'entre eux n'avait sollicité la présence d'un conseil ni même d'ailleurs celle d'un médecin.

Il est d'ailleurs malheureux que ces mêmes avocats, qui sont par ailleurs si sourcilleux sur le respect de la procédure pénale, rechignent pourtant à rencontrer leurs clients durant la garde-à-vue, préférant souvent attendre le jour de l'audience ; à fortiori lorsque la garde-à-vue a lieu à Dikhil, ville distante de 180 Km de la capitale Djibouti !

A l'audience du Tribunal Correctionnel de Djibouti du 27 Septembre, les 6 personnes inculpées ont longuement été entendues en présence de leur avocat.

Le Tribunal décida alors de reporter la cause à l'audience du 4 Octobre 2015 pour statuer sur les demandes de libertés provisoires et les exceptions de nullité soulevées par le conseil des inculpés.

A l'audience du 4 Octobre 2015, le Tribunal Correctionnel, contre l'avis du Procureur de la République qui avait requis une peine d'emprisonnement ferme contre les 6 prévenus, ordonna la liberté d'office de MAHAMOUD ROBLEH MIYIR, au motif qu'il y avait eu une erreur sur son identité, condamnait les 5 autres prévenus à une peine de prison avec sursis et leur libération le jour même.

Force est de constater qu'il ne s'agit pas en l'espèce, la marque d'une justice soumise, ni le reflet d'une quelconque volonté d'acharnement.

Après l'appel interjeté par le procureur de la République contre le jugement correctionnel, la Cour d'Appel de Djibouti, par décision du 10 Octobre 2015 ordonnait la nullité de l'ensemble de la procédure au visa de l'article 175 al 3 du code de procédure pénale Djiboutien relatif aux nullités d'ordre public qui sanctionnent « les règles essentielles à la validité de la procédure et des principes fondamentaux du droit, notamment la violation des règles propres à garantir l'authenticité des pièces de l'information en ce qui concerne MAHAMOUD ROBLEH MIYIR ».

Ainsi, à la date du 12 Octobre 2015 à 15h42, au moment où l'Appel Urgent Conjoint des Procédures Spéciales » parvient au Gouvernement de Djibouti, cela fait

déjà plus d'une semaine que les 6 personnes sont libérées et plus de deux jours que la Cour d'Appel a annulé l'ensemble de la procédure dont s'agit !

Aussi convient-il de se tenir à distance, autant que faire se peut, de l'instrumentalisation des Droits de l'Homme à des fins politiciennes.

La République de Djibouti rappelle d'ailleurs que son histoire mais également et surtout ses engagements internationaux en matière de respect des Droits de l'Homme lui imposent des obligations.

A cet égard, la République de Djibouti a toujours garanti à tous les citoyens le respect des droits et des libertés aussi fondamentales que la liberté d'expression et d'opinion, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

Convaincu que ces droits et libertés sont les fondements même d'un Etat de droit démocratique, le Gouvernement Djiboutien rappelle néanmoins que la paix civile et sociale est également une condition nécessaire pour l'épanouissement de ces droits et libertés.

Conscient qu'un ordre démocratique implique toujours une concertation ou une dialectique entre majorité et minorité – que celle-ci ait lieu au sein du Parlement par la voix des partis politiques ou qu'elle se manifeste grâce aux moyens d'expression, orale ou écrite, de l'opinion publique ou enfin par la liberté de réunion et d'association pacifiques ; en évitant, là aussi, autant que faire se peut, au recours à la violence.

Fait au Parquet Général, le 17/10/2015

Le Procureur Général de la République

DJAMA SOULEIMAN ALI